

Au quatrième trimestre 2013, l'économie régionale se porte mieux

Dans un contexte national de reprise modeste (+ 0,3 % de PIB après - 0,1 %), l'économie régionale enregistre plusieurs résultats positifs. Les secteurs des services marchands et du commerce créent des emplois. Les effectifs dans la construction, du fait des grands chantiers et des travaux d'amélioration de l'habitat, et dans l'industrie se stabilisent, notamment grâce au recours accru à l'intérim. Le tourisme profite des bons résultats du tourisme d'affaires. Les ménages contribuent à dynamiser l'économie à l'occasion des fêtes de fin d'année, soit en puisant dans leur épargne de précaution, soit en ayant recours au découvert bancaire. Par contre, la construction de logements est toujours à la peine. Les mises en chantier et les permis de construire n'ouvrent pas de perspectives dynamiques.

Les créations d'entreprises sont à la hausse, les défaillances à la baisse. La création d'emploi dans les secteurs concurrentiels, hors agriculture, retrouve un rythme proche d'avant crise. Le taux de chômage connaît sa première baisse depuis la mi-2010, au niveau régional et pour toutes les zones d'emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi progresse légèrement. Ce sont les plus de 50 ans qui voient, comme depuis le début de crise leur situation se dégrader, avec notamment un accroissement du chômage de longue durée.

Isabelle DIOUM, Nicolas MILLET, Stéphane DURAND, Roger RABIER Insee Languedoc-Roussillon

Le contexte international : La zone euro retrouve un peu de tonus

L'embellie s'est poursuivie dans les économies avancées¹ au quatrième trimestre 2013. Dans la zone euro, l'activité a accéléré du fait d'une reprise des exportations et de l'investissement.

Les économies émergentes² traversent une zone de turbulences monétaires. Les monnaies russe, turque et argentine se sont à nouveau dépréciées au début de l'année, en lien avec la réduction des achats de bons du trésor par la Réserve fédérale américaine. En Chine, le climat des affaires s'est affaibli. Au total, les importations des économies émergentes perdraient de la vigueur début 2014.

Les économies avancées continueraient de croître modérément d'ici mi-2014. Aux États-Unis, l'activité serait toujours solide, malgré les événements météorologiques extrêmes du début d'année. Au Royaume-Uni, l'activité continuerait d'être dopée par la hausse des prix des actifs et le redémarrage du crédit. Surtout, la zone euro retrouverait un peu de tonus (+0,4 % au premier trimestre puis +0,3 % au deuxième), grâce à une moindre consolidation budgétaire, un redressement de l'investissement et une baisse de l'épargne de précaution des ménages.

¹ Liste des économies avancées (source FMI) : Australie, Canada, Corée du sud, Danemark, États-Unis, zone Euro, Hong Kong, Islande, Israël, Japon, Norvège, Nouvelle Zélande, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse, province chinoise de Taiwan et République tchèque, Saint-Marin.

² Economies émergentes : Le groupe des économies émergentes et en développement (153 pays) rassemble tous les pays qui ne sont pas des économies avancées.

Le contexte national : Une reprise modeste

L'activité a progressé en France au 4ème trimestre 2013 (+ 0,3 % après - 0,1 %). Au premier semestre 2014, l'activité progresserait de + 0,2 % en moyenne par trimestre, mais avec un profil heurté (+ 0,1 % puis + 0,3 %). En effet, le dynamisme des dépenses en biens durables et de construction au quatrième trimestre 2013 résulte en partie de comportements d'anticipation, et aurait ainsi généré un contrecoup début 2014. En outre, la production d'énergie se contracterait au premier trimestre 2014 (-1,5 %) avant de rebondir au deuxième (+2,4 %), en raison des températures particulièrement douces de cet hiver. Au total, la demande resterait peu dynamique au premier semestre 2014 : les exportations continuent d'être pénalisées par l'appréciation passée de l'euro, l'investissement serait freiné par l'absence de reprise dans la construction et la consommation des ménages progresserait faiblement.

L'emploi total progresserait au premier semestre 2014 (+ 53 000 après + 66 000 au second semestre 2013), principalement du fait des emplois aidés, et le taux de chômage serait stable, à 10,2 %.

Synthèse régionale

Sursaut fragile de la consommation

Au quatrième trimestre 2013, le sursaut de la consommation des ménages a redonné de la vigueur à l'économie régionale. D'une part, comme au niveau national, les ménages languedociens semblent avoir eu un comportement d'anticipation des réformes fiscales. C'est ainsi que 6 000 véhicules particuliers de plus qu'au quatrième trimestre 2012 ont été immatriculés, sans doute par anticipation du durcissement du malus écologique. De la même façon, les professionnels de la rénovation et de l'amélioration de l'habitat témoignent d'une amélioration de leur activité au quatrième trimestre, corroborée par l'augmentation du nombre de crédits à l'habitat pour ce type d'opérations. Ces deux signes reflètent l'anticipation par les ménages de la hausse de la TVA, effective en début d'année 2014. D'autre part, les indicateurs disponibles laissent supposer que les ménages ont infléchi leur gestion financière pour s'assurer un niveau de consommation en cette fin d'année. D'après les indicateurs de la Banque de France, certains auraient puisé dans leur épargne liquide ou consommé à crédit en mettant leurs comptes courants en position négative. En effet, le montant des encours sur comptes débiteurs a progressé de + 30 % dans la région ce trimestre alors que l'encours des comptes d'épargne a vu baisser de - 2,0 %.

Progression de l'emploi

Ce regain de consommation a eu un effet positif sur l'emploi, notamment dans le secteur du commerce (+ 670 salariés).

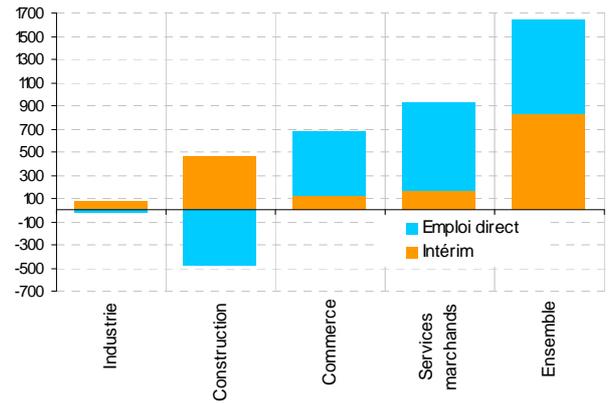
Dans son ensemble, le secteur marchand non agricole a gagné 1 640 emplois salariés ce trimestre (+ 0,3 %), soit à un rythme proche de celui d'avant-crise. Cette progression au dernier trimestre permet de limiter les pertes d'emploi à - 650 salariés sur l'année 2013.

La moitié de la progression trimestrielle de l'emploi est liée au recours accru à l'intérim, observé dans tous les secteurs. Dans la construction, l'augmentation de l'emploi intérimaire en fin d'année a permis de compenser la baisse tendancielle du nombre de contrats de travail à durée déterminée ou indéterminée. Si le nombre de logements commencés ou les permis de construire se situe encore à un point bas, le commencement de la phase opérationnelle des grands chantiers (ligne ferroviaire grande vitesse, doublement de l'autoroute A9) et les travaux dans le second œuvre ont contribué à l'augmentation de la mobilisation d'intérimaires. C'est aussi le cas dans l'hôtellerie-restauration avec un surcroît de l'activité plus fort qu'habituellement durant les fêtes de fin d'année.

La progression de l'emploi s'est également opérée dans la sphère productive de l'économie régionale. Ainsi les effectifs salariés dans les services aux entreprises ont poursuivi leur progression ce trimestre portant à plus d'un millier le nombre d'emplois créés dans ce secteur au cours de l'année 2013.

Dans l'industrie, le nombre de salariés a un peu augmenté ce trimestre grâce à un léger rebond de l'intérim. Sur l'année, un millier d'emplois industriels ont été perdus dont 400 intérimaires.

Variation trimestrielle de l'emploi salarié par grand secteur d'activité en Languedoc-Roussillon



Source : Insee, Estimations d'emploi - Direccte

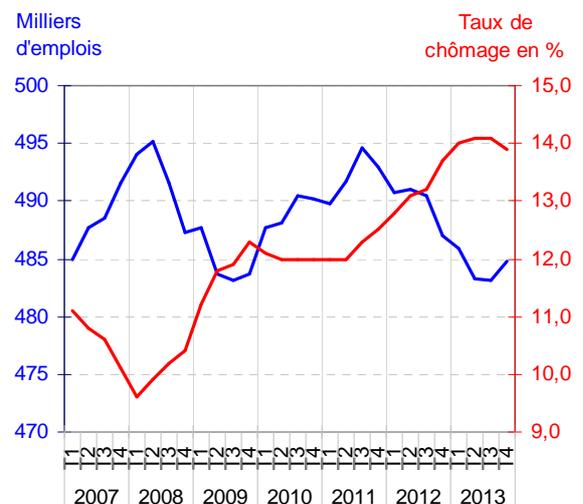
Baisse du taux de chômage

Conjuguée avec les politiques d'emploi aidé, cette progression de l'emploi salarié dans le secteur marchand non agricole a été concomitante avec la première baisse, depuis mi-2010, du taux de chômage régional. Tous les départements et toutes les zones d'emploi de la région en ont bénéficié à l'exception de la Lozère et de la zone d'emploi de Ganges-Le Vigan où le taux de chômage se stabilise.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois a, quant à lui, confirmé l'inflexion de la hausse depuis fin juin 2013. Alors que le nombre d'inscrits en catégorie A (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi) avait progressé de + 6,5 % au premier semestre 2013 contre + 4,3 % au niveau national, la hausse ne s'élève plus qu'à + 0,6 % (+ 1,2 % pour la France métropolitaine).

L'amélioration profite essentiellement aux jeunes alors que la situation des plus âgés se détériore et que le chômage de longue durée continue de progresser.

Emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles en Languedoc-Roussillon et taux de chômage régional



Source : Insee, estimations d'emploi et taux de chômage localisé

Note détaillée

Sommaire

Marché du travail	4
<i>Le taux de chômage baisse pour la première fois depuis mi-2010</i>	4
<i>Confirmation de l'inflexion de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi</i>	4
Emploi salarié	5
<i>Progression de l'emploi salarié marchand non agricole</i>	5
<i>Fort rebond de l'intérim</i>	5
<i>La hausse de l'emploi salarié est concentrée dans les services marchands et le commerce</i>	6
Sursaut de la consommation des ménages	6
<i>Infléchissement du comportement des ménages</i>	6
Le commerce rebondit	7
<i>La consommation en biens durables profite des réformes fiscales</i>	7
<i>L'emploi dans le commerce progresse</i>	7
Construction	8
<i>Activité en légère progression dans les travaux publics</i>	8
<i>La construction de logements ne redémarre pas</i>	8
<i>Le marché du logement neuf toujours très contracté</i>	9
<i>Sous l'impulsion de l'intérim, l'emploi dans la construction stoppe sa baisse</i>	9
Services marchands	9
<i>L'emploi dans les services marchands progresse</i>	9
<i>Les services aux entreprises, premier contributeur à la hausse de l'emploi dans les services</i>	9
<i>La hausse importante de la clientèle d'affaires permet à la fréquentation hôtelière de progresser</i>	10
Industrie	10
<i>Petit regain d'activité dans l'industrie</i>	10
<i>L'emploi progresse légèrement dans les activités industrielles</i>	10
Démographie des entreprises	10
<i>L'auto-entrepreneuriat moins plébiscité</i>	10
<i>Les défaillances d'entreprises fléchissent en fin d'année</i>	11
Pour comprendre ces résultats	12

Marché du travail

Le taux de chômage baisse pour la première fois depuis mi-2010

La progression de l'emploi marchand non agricole, associée à l'augmentation du nombre de contrats aidés, est concomitante à la baisse, pour la première fois depuis mi-2010, du taux de chômage (cf. encadré sur la méthode de révision ci-contre). Le taux de chômage s'élève désormais à 13,9% de la population active, soit 0,2 point de moins qu'au trimestre précédent. Cependant, sur un an, le taux de chômage en Languedoc-Roussillon a cru de + 0,2 point. L'écart de taux avec le niveau national reste important : + 4,1 points alors qu'il s'élevait à moins de trois points au début de la crise.

Tous les départements de la région ont bénéficié d'une baisse du taux de chômage à l'exception de la Lozère où il se stabilise au niveau le plus bas de France métropolitaine.

Évolution du taux de chômage

	Taux de chômage (en %)			Variation (en point de %)	
	au 4e trim. 2013	au 3e trim. 2013	au 4e trim. 2013 (p)*	trimestrielle	annuelle
Aude	13,6	13,9	13,7	- 0,2	+ 0,1
Gard	13,3	13,8	13,6	- 0,2	+ 0,3
Hérault	14,2	14,5	14,4	- 0,1	+ 0,2
Lozère	6,0	6,0	6,0	0,0	0,0
Pyrénées-Orientales	14,6	14,9	14,6	- 0,3	0,0
Languedoc-Roussillon	13,7	14,1	13,9	- 0,2	+ 0,2
France métropolitaine	9,8	9,9	9,8	- 0,1	0,0

* (p) = provisoire

Source : Insee, taux de chômage localisé

Les taux de chômage localisés par zone d'emploi s'échelonnent, au quatrième trimestre 2013, de 6,0 % pour la zone d'emploi de la Lozère, qui regroupe l'ensemble du département, à 17,3 % dans celle d'Agde-Pézenas, pour une moyenne régionale de 13,9 %. Outre Agde-Pézenas, zone d'emploi de France métropolitaine au plus fort taux de chômage, les zones d'emploi d'Alès, Sète et Béziers affichent des taux de chômage supérieurs à 15%. Dans toutes les zones d'emploi de la région à l'exception de la Lozère, les taux de chômage sont supérieurs à la moyenne nationale (9,8 %).

Toutes les zones d'emploi de la région connaissent une baisse du taux de chômage au quatrième trimestre à l'exception de la Lozère et de Ganges-Le Vigan où il se stabilise.

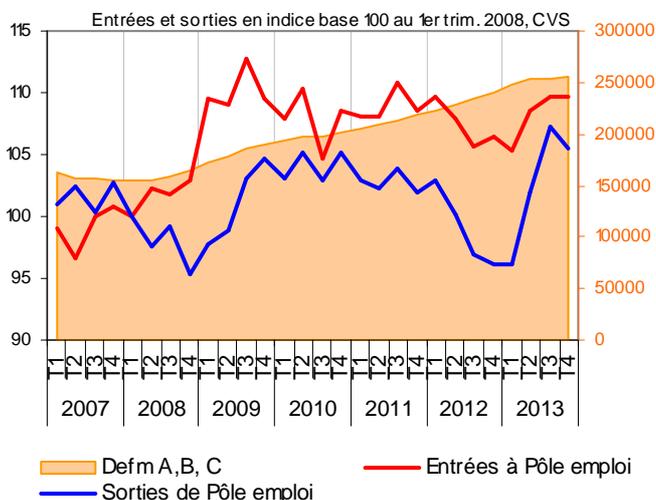
Les séries de taux de chômage localisés sont révisées à partir de la publication des résultats du quatrième trimestre 2013. D'une part, le taux de chômage est revu à la baisse au niveau national suite à la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi. Ce nouveau calcul situe le taux de chômage national à un niveau inférieur de 0,5 point par rapport aux données publiées antérieurement. D'autre part, la méthode d'estimation des taux de chômage localisés a été améliorée sur différents points concernant notamment l'emploi au dénominateur des taux de chômage localisés (amélioration de la méthode de passage de l'emploi au lieu de travail à l'emploi au lieu de résidence, information sur les travailleurs frontaliers...). A partir d'avril 2014, les nouvelles séries de taux de chômage régionaux et départementaux sont réropolées de ces deux effets : elles sont cohérentes sur l'ensemble de la période d'estimation.

Ce nouveau calcul situe le taux de chômage à un niveau inférieur de 0,8 point pour le Languedoc-Roussillon par rapport aux données publiées antérieurement.

Confirmation de l'inflexion de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi

La baisse du taux de chômage au quatrième trimestre associée à l'embellie des chiffres de l'emploi, ne s'accompagne pas directement d'une réduction du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A progresse de + 0,8% sur un trimestre, après la baisse de - 0,2% observée au troisième trimestre. Fin 2013, 184 700 demandeurs d'emplois de catégorie A sont inscrits à Pôle emploi. Le quatrième trimestre confirme cependant l'inflexion de la progression du nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A depuis le milieu de l'année, désormais moins prononcée que celle observée au niveau national.

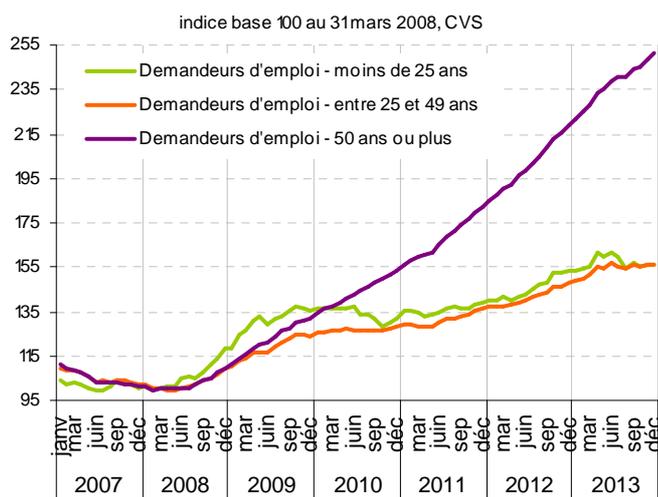
Évolution des entrées et des sorties à Pôle Emploi en Languedoc-Roussillon



Source : Pôle Emploi, Dares

Au total, en ajoutant les demandeurs d'emploi sans activité (cat. A) à ceux ayant eu une activité réduite (cat. B et C), 255 800 demandeurs d'emplois sont inscrits à Pôle emploi en Languedoc-Roussillon. La progression est de + 0,7 % en un trimestre après une stabilité au trimestre précédent. Comme pour les catégories A, la seconde moitié de l'année marque une pause dans la croissance du nombre de demandeurs d'emploi, puisque la progression annuelle sur l'année 2013 est de + 6,3%. Cette croissance annuelle est proche de celle observée en France métropolitaine (+ 6,0%).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi selon la classe d'âge



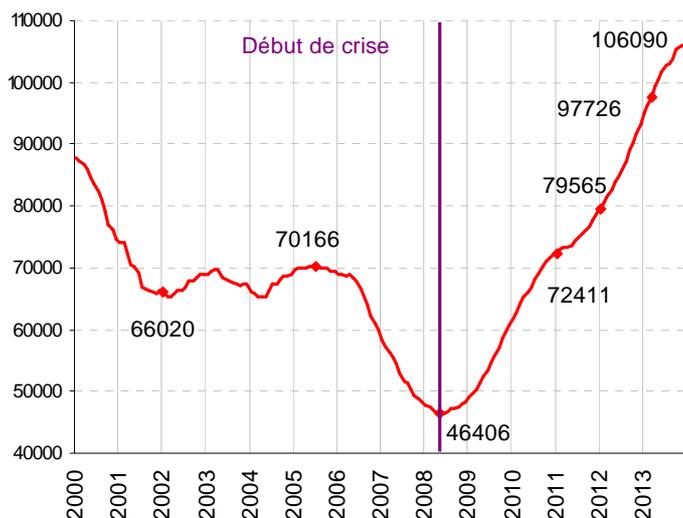
Source : Pôle Emploi, Dares

La progression du nombre de demandeurs d'emplois est liée à une baisse de -1,6% des sorties des listes de Pôle emploi, alors que les entrées à Pôle emploi restent relativement stables (+ 0,1 %). La faible progression des inscriptions à Pôle emploi affecte sensiblement autant les femmes que les hommes. Les évolutions sont contrastées selon les profils ou l'ancienneté de l'inscription des demandeurs d'emploi. En effet, le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus confirme encore sa forte tendance à la hausse. Sa progression est de + 2,4 % en un trimestre et de + 12,4 % sur un an (au niveau national, + 3,0% et + 11,6%).

En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a baissé de - 0,4% au cours du trimestre. Cette baisse est moins sensible qu'au trimestre précédent (-1,9%) mais confirme cependant la relative meilleure situation du marché du travail pour cette classe d'âge, du fait notamment des politiques publiques de l'emploi (emplois aidés à destination des jeunes).

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an est également forte. Elle est de + 2,1 % en un trimestre et de + 13,7 % sur un an. Au total, sur un an, les 12 700 demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus supplémentaires contribuent à hauteur de près de 85% à la progression du nombre des demandeurs d'emploi de toutes catégories confondues. Cette hausse du chômage de longue durée s'observe aussi au niveau national, où celui-ci progresse de + 2,7 % en un trimestre et de + 13,1 % sur un an.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an en Languedoc-Roussillon



Source : Pôle Emploi, Dares

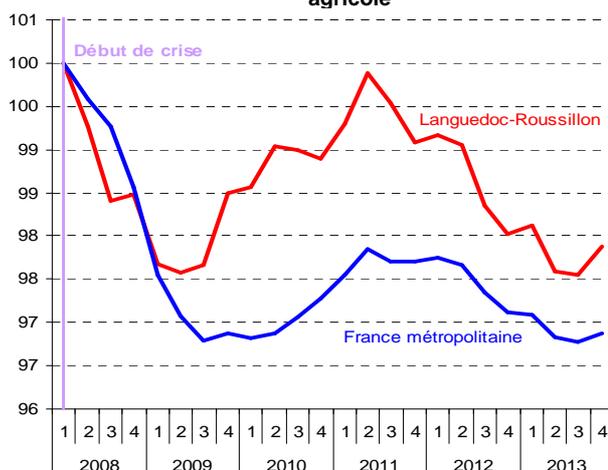
Comme au troisième trimestre 2013, les offres d'emploi collectées par pôle emploi sont en hausse : + 1,7 % après + 7,6% au trimestre précédent. La progression concerne les emplois durables (6 mois ou plus) alors que pour les emplois non durables (moins de 6 mois), les offres diminuent légèrement.

Emploi salarié

Progression de l'emploi salarié marchand non agricole

L'emploi marchand non agricole progresse en Languedoc-Roussillon de + 1 640 emplois, soit une hausse de + 0,3% ce trimestre. La région présente le deuxième plus fort taux de croissance de l'emploi des régions métropolitaines, derrière le Limousin. En France métropolitaine l'emploi marchand non agricole progresse aussi, mais plus modérément (+ 0,1 %).

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand non agricole



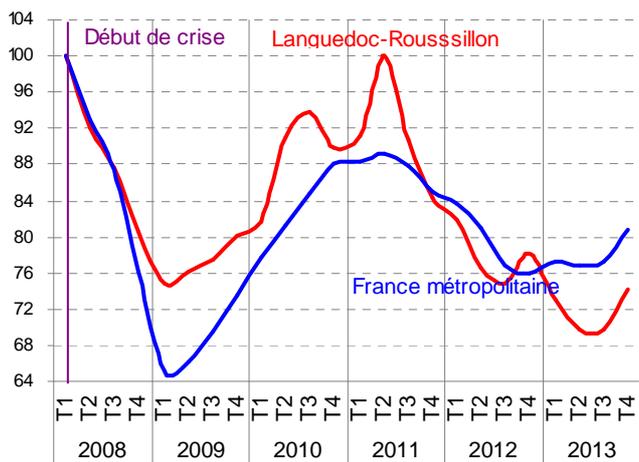
Source : Insee, Estimations d'emploi

Fort rebond de l'intérim

L'emploi intérimaire explique plus de la moitié de l'augmentation de l'emploi dans la région et progresse plus vite qu'au niveau national : + 6,4% contre + 4,6% en France métropolitaine. Cette hausse de l'emploi intérimaire pour le deuxième trimestre consécutif ne permet pas à celui-ci de se stabiliser sur une année.

Depuis un an, le nombre d'emplois intérimaires a baissé de - 5,0 %, alors qu'ils progressent de + 6,5 % au niveau national. En revanche, les emplois hors intérim, qui progressent de + 0,2 % au cours du quatrième trimestre, sont stables sur une période d'un an. Au final, ce quatrième trimestre, après un troisième trimestre quasi-stable, permet à la région de terminer l'année 2013 sur une baisse annuelle de - 0,1 % de l'emploi salarié marchand non agricole (emploi direct et intérim), contre - 0,2 % au niveau national. Ce résultat contraste avec la tendance marquée d'un décrochage de la région en terme d'évolution du nombre d'emplois marchands depuis mi-2010.

Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire

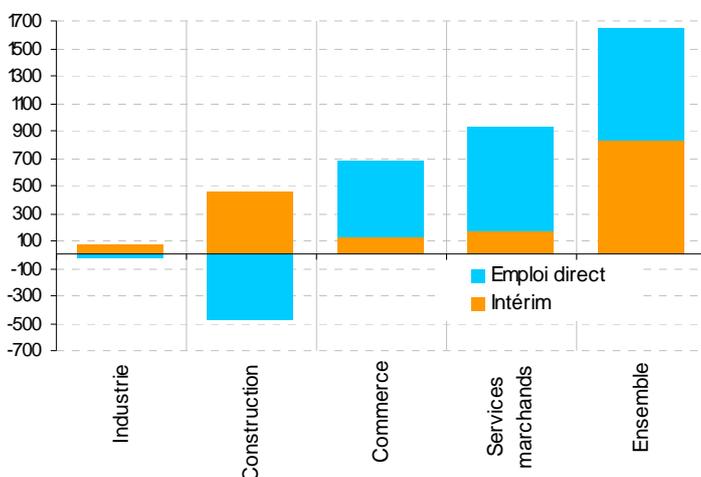


Source : Insee, Estimations d'emploi

La hausse de l'emploi salarié est concentrée dans les services marchands et le commerce

Le secteur tertiaire contribue pour 98% à la hausse de l'emploi salarié marchand non agricole. Dans le commerce, l'emploi salarié progresse de + 0,6 % en un trimestre et dans les services marchands, la croissance atteint + 0,4 %. Dans l'industrie, l'emploi est en très légère hausse. Dans la construction le nombre d'emplois salariés reste stable, pour la première fois depuis la mi-2011, grâce au recours accru à l'intérim.

Variation trimestrielle de l'emploi salarié par grand secteur d'activité en Languedoc-Roussillon



Source : Insee, Estimations d'emploi - Direccte

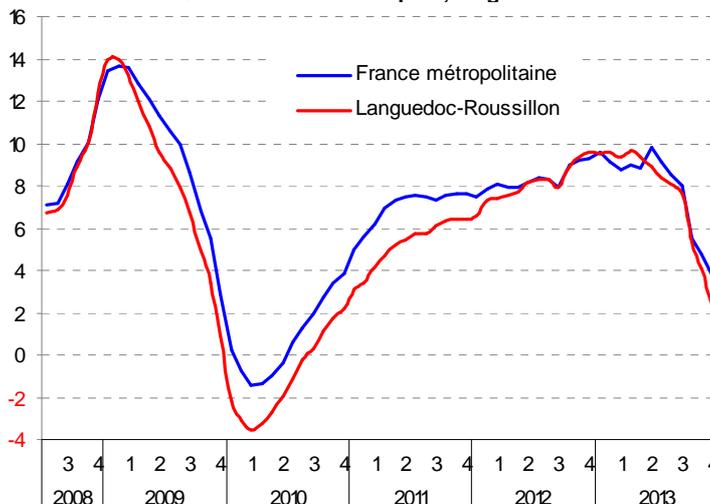
Sursaut de la consommation des ménages

Infléchissement du comportement des ménages

Les indicateurs disponibles laissent supposer que les ménages ont infléchi leur gestion financière pour s'assurer un niveau de consommation. D'après les indicateurs de dépôts et de crédits de la Banque de France, les ménages, sans doute les moins aisés, ont puisé dans leur épargne liquide ou consommé à crédit en mettant leurs comptes courants en position négative. D'autres ménages, sans doute les plus aisés, ont augmenté leur épargne de projet (PEL, PEP,...), certains ayant pu atteindre les plafonds des comptes d'épargne à vue.

Compte d'épargne à vue (livret, LEP, LDD, CEL...)

Variation en % du montant des dépôts, en glissement annuel



Source : Banque de France

L'analyse des dépôts de la clientèle financière au cours du quatrième trimestre 2013 permet de distinguer trois faits marquants.

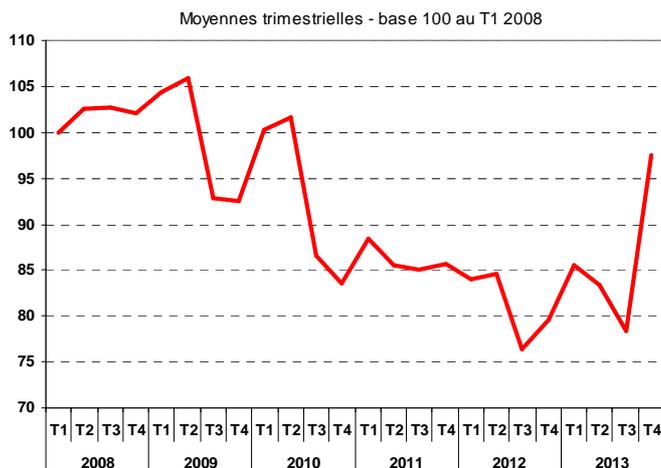
Tout d'abord, l'encours des comptes ordinaires créditeurs progresse de + 1,0 % en un trimestre, les acteurs économiques semblant privilégier le type de dépôt le plus liquide et le plus disponible pour la consommation.

De plus, l'épargne de précaution confirme sa décline, amorcée depuis le début de l'année : l'encours des comptes d'épargne à vue baisse de - 2,0 % en un trimestre.

Enfin, l'épargne de projet confirme aussi le virage amorcé depuis mi-2013 et voit son encours progresser de + 0,8 % en un trimestre. Au quatrième trimestre, les ménages semblent donc avoir modifié leur comportement, en l'orientant, d'une part, vers d'avantage de liquidité, et d'autre part en commençant à se redonner des moyens de réaliser des projets futurs.

Du côté des encours de crédit, ceux-ci sont en hausse modérée de + 0,6% au cours du trimestre. Les deux-tiers de cette progression sont liés aux encours des comptes ordinaires débiteurs qui augmentent de + 30 % au cours du trimestre. Il semble donc que les ménages, pour assurer leur niveau de consommation, ont pu être contraints de mettre leurs comptes ordinaires en position débitrice. Ce comportement, s'il est propice à la consommation dans la région, peut cependant fragiliser la situation financière des ménages dans un futur proche.

Évolution des encours de crédits sur les comptes ordinaires débiteurs en Languedoc-Roussillon



Source : Banque de France

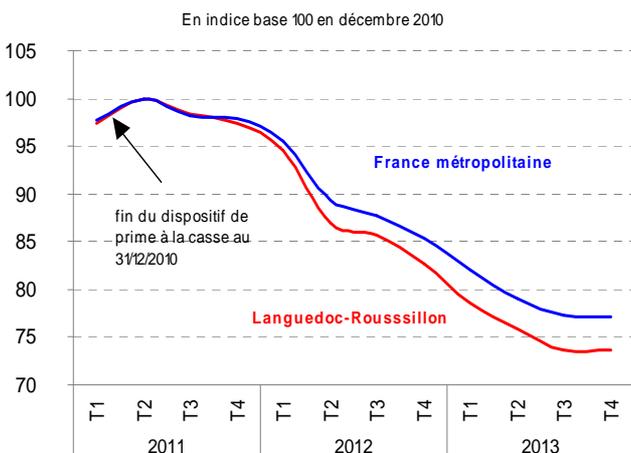
Le commerce rebondit

La consommation en biens durables profite des réformes fiscales

Le durcissement du malus écologique sur les véhicules les plus polluants et l'augmentation des taux de TVA au 1^{er} janvier 2014, notamment pour les travaux de rénovation ou d'amélioration des logements, semblent avoir accéléré la consommation des ménages en biens durables à la fin de l'année.

Au quatrième trimestre 2013, près de 17 800 voitures particulières neuves ont été immatriculées en Languedoc-Roussillon, soit 6 000 de plus qu'au quatrième trimestre 2012. Cette hausse est plus importante en Languedoc-Roussillon (+ 3,2 %) qu'au niveau national (+ 2,9 %). Elle est particulièrement forte dans les départements de l'Hérault (+ 10,0 %) et de la Lozère (+ 25,5 %).

Évolution des Immatriculations de voitures particulières neuves



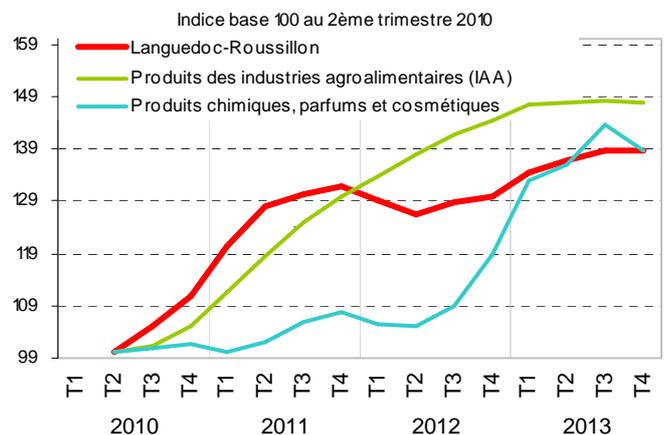
Source : SOeS, Fichier central des automobiles.

Note : Données mensuelles brutes. Chaque point représente les immatriculations de voitures particulières neuves des 12 derniers mois.

D'autre part, les professionnels de la rénovation et de l'amélioration de l'habitat rapportent un regain de leur activité au quatrième trimestre, corroboré par l'augmentation du nombre de crédits pour ce type d'opérations. Cela est sans doute le signe de l'anticipation de la hausse de la TVA par les ménages qui, dans le secteur du commerce, a pu se traduire par l'achat de matériaux.

En revanche, dans le commerce de gros, l'activité rapportée par les entrepreneurs interrogés par la Banque de France dans son enquête de conjoncture connaît un léger ralentissement. Pour les produits agro-alimentaires, après un excellent troisième trimestre, l'activité a fléchi, en partie limitée par la stabilisation des exportations de ces produits. Pour les produits industriels, l'activité a progressé ou s'est maintenue selon les segments. Les produits destinés au marché du BTP connaissent toujours beaucoup de difficultés, en lien avec l'activité du secteur de construction. Les produits chimiques peinent à renouer avec une véritable dynamique, d'autant que les exportations de ce type de produits baissent au cours du trimestre.

Évolution des exportations en Languedoc-Roussillon



Source : Douanes - Traitement : Insee

Note : Données mensuelles brutes. Chaque point représente les exportations cumulées des 12 derniers mois.

Avertissement : Export : c'est le département d'exportation des marchandises qui est mentionné : il est bien précisé qu'il s'agit du lieu initial à partir duquel les marchandises sont exportées et non pas le département du siège social de l'entreprise qui exporte.

L'emploi dans le commerce progresse

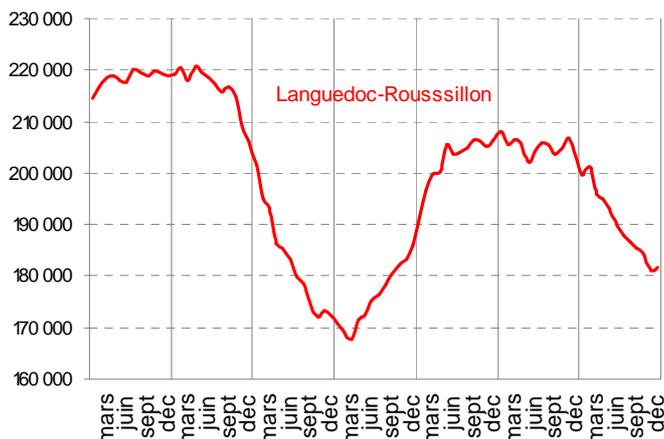
Au final, le secteur du commerce a gagné 670 emplois salariés sur le trimestre, soit une évolution relativement importante de + 0,6%. Cette progression a, sans doute, été plus prégnante dans le commerce de détail. Grâce au quatrième trimestre, le bilan sur l'année est positif avec un gain d'emploi de + 0,3 %. Au quatrième trimestre, l'évolution est positive tant pour les emplois directs que pour l'intérim. Celui-ci progresse d'ailleurs fortement de + 7,7 % mais le faible taux de recours à l'intérim dans le commerce n'induit que 123 emplois supplémentaires.

Construction

Activité en légère progression dans les travaux publics

Globalement, la consommation de béton prêt à l'emploi, indicateur d'activité, décroît par rapport au trimestre précédent de - 2,1 % en cumul annuel. Cependant cette baisse est moins forte que l'évolution annuelle (- 10,8 %). Cet inflexion concerne principalement le secteur des travaux publics et les activités de rénovation. Dans la construction et la commercialisation de logements neufs l'activité reste atone.

Évolution de la Consommation de Béton Prêt à l'Emploi (en m3)

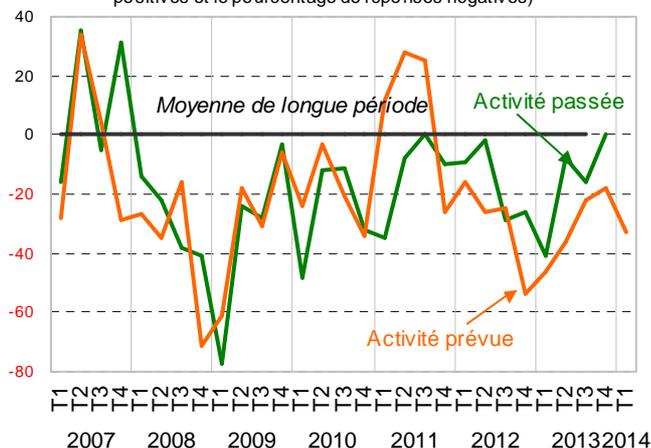


Source : Syndicat National du Béton Prêt à l'Emploi (SNBPE)

Dans les travaux publics, les entrepreneurs de la région, interrogés au quatrième trimestre 2013 par la Fédération régionale des travaux publics du Languedoc-Roussillon, jugent l'activité en progression au cours du trimestre. Si l'état des carnets de commandes privées continue de se dégrader, celui des commandes publiques se redresse, certainement avec la montée en charge des grands chantiers. Le lancement du doublement de l'A9 et la ligne à grande vitesse Nîmes-Montpellier devraient bénéficier à l'emploi local, mais pas sur tout le territoire régional.

Solde d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans les travaux publics en Languedoc-Roussillon

(Unité : % solde d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négatives)



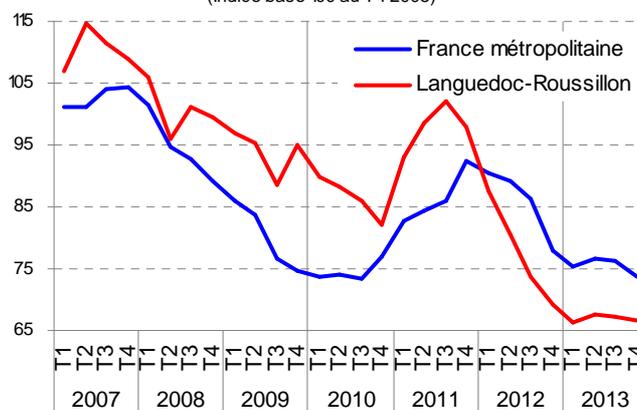
Source : enquête régionale de conjoncture - Fédération Régionale des Travaux Publics du Languedoc- Roussillon

La construction de logements ne redémarre pas

En revanche, la construction de logements est toujours dans une passe difficile. Les ouvertures de chantiers restent à un point bas. Elle baissent de - 2,1% par rapport au quatrième trimestre 2012, contre -10,4% au niveau national.

Évolution du nombre de logements commencés (mises en chantier)

(Indice base 100 au T4 2005)



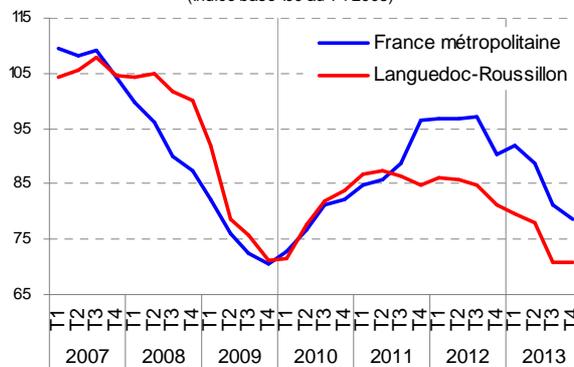
Note : Données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente le nombre de logements des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del

Cette baisse des logements commencés se produit, en grande partie, dans l'Hérault avec une diminution de - 7,7% du nombre de logements commencés par rapport au quatrième trimestre 2012. En cumul annuel, il y a eu dans ce département une baisse des ouvertures de chantiers de -15,6% alors que les autres départements présentent tous une légère hausse. Pourtant, l'Hérault est le département de la région qui a le mieux résisté à la crise. Il avait même retrouvé de fin 2010 à fin 2012 des niveaux d'ouverture de chantiers supérieurs à ceux du début de crise. En 2013, cette résistance s'est émoussée, en grande partie du fait de la contraction du marché de l'immobilier neuf au cours de l'année. Au quatrième trimestre 2013, l'Hérault est tout de même le département du Languedoc-Roussillon qui présente un niveau d'activité le plus proche de celui d'avant crise.

Évolution du nombre de logements autorisés à la construction (permis de construire)

(Indice base 100 au T4 2005)



Note : Données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente le nombre de logements des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del

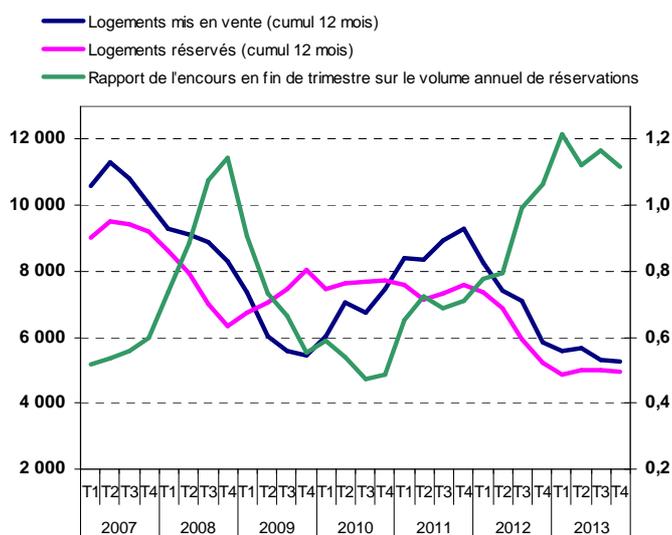
Avertissement : Suite à un phénomène de rattrapage statistique de l'instruction des permis de construire par les services de l'État, concentré dans un nombre réduit de régions, le profil du glissement du cumul annuel peut être légèrement biaisé pour la France Métropolitaine.

Le nombre de logements autorisés est aussi à un point bas, même si une très légère embellie, + 0,4 %, est observée par rapport au quatrième trimestre 2012. Cette légère amélioration concerne les logements groupés, que ce soit dans le collectif ou dans l'individuel groupé. Les projets de construction de maisons en individuel pur, souvent portés par des ménages, régressent fortement de - 9,1 %. Au total, le nombre de permis de construire accordés au le second semestre 2013, se situe au niveau le plus bas depuis le début de la crise.

Le marché du logement neuf toujours très contracté

Ces difficultés dans le secteur de la construction de logements font écho à la contraction du marché de l'immobilier neuf qui s'est confirmée au quatrième trimestre 2013. L'ajustement des prix dans une période de difficultés économiques pour les ménages ne se réalisant pas, la demande satisfaite est faible et le nombre de logements vendus reste très bas. Dans ce cadre, les mises en ventes sont ajustées au volume des ventes dans ce marché réduit, d'autant que les stocks de logements disponibles restent très hauts. Le volume de l'encours de logements fin 2013 représente 1,1 fois le volume total des ventes de l'année. Cet état du marché des logements neufs est en grande partie le reflet de la situation dans l'Hérault, qui au quatrième trimestre concentre environ les huit dixièmes du marché régional sur le logement neuf collectif. Dans les autres départements, les volumes de vente et de mises en vente sont faibles et évoluent de façon heurtée. Les difficultés dans ce marché impactent aussi, hors secteur de la construction, le secteur des activités immobilières (secteur des services), qui connaît une baisse de -1,4 % de son emploi salarié au cours du trimestre.

Commercialisation des logements neufs en Languedoc-Roussillon



Source : MEDDTL/CGDD/SOeS (ECLN) / Dreal Languedoc-Roussillon

Dans le second œuvre, les chefs d'entreprises interrogés par la Banque de France font état d'une amélioration de l'activité, notamment du point de vue de la rénovation pour une clientèle de particuliers. L'augmentation anticipée de la TVA et la nécessité de livrer les chantiers avant la fin de l'année ont pu animer le marché. Ce que

semble corroborer le nombre de nouveaux crédits à l'habitat fournis par la Banque de France qui sont en augmentation de + 7,8 % par rapport au quatrième trimestre 2012.

Sous l'impulsion de l'intérim, l'emploi dans la construction stoppe sa baisse

Ce contraste selon les sous-secteurs d'activité se retrouve dans les évolutions de l'emploi dans la construction. Globalement, l'emploi dans la construction se stabilise au cours du quatrième trimestre. Cette stabilisation met fin à neuf trimestres consécutifs de baisse ayant entraîné la perte de 6 200 emplois. Cette évolution est la résultante de deux mouvements contraires : en effet, au quatrième trimestre, l'emploi intérimaire a progressé de + 10,3 %, compensant la perte d'emplois directs de - 0,9 %. Le taux de recours à l'intérim dans la construction progresse ainsi de 0,8 point et atteint 8,8% de l'emploi salarié total.

Services marchands

L'emploi dans les services marchands progresse

Le secteur des services est le plus gros secteur employeur pour les emplois salariés marchands non agricoles dans la région. Du fait de cette importance, même si la progression relative de l'emploi y est inférieure à celle du commerce, avec une hausse de + 0,4 % sur le trimestre, il affiche un solde positif de + 930 emplois sur un gain total de 1 640 emplois pour l'ensemble des secteurs marchands non agricoles. Sur un an, le nombre d'emplois dans le secteur des services marchands a augmenté de + 2 130 emplois, soit une progression de + 0,9 %.

Au quatrième trimestre, comme dans tous les secteurs, l'intérim progresse dans les services marchands. Dans ce secteur, l'emploi intérimaire augmente de + 5,9 %. Les services marchands étant le secteur qui a le plus faible taux de recours à l'intérim (1,3 %), cette évolution relative correspond à un gain de + 170 emplois. L'emploi direct progresse de + 0,3 %, soit un gain de + 760 emplois.

Les services aux entreprises, premier contributeur à la hausse de l'emploi dans les services

Les entrepreneurs, interrogés par la Banque de France, ne font pas état de la même situation selon les sous-secteurs des services marchands. D'après ces enquêtes, les services aux entreprises présentent l'activité la plus dynamique. Cela se retrouve dans les statistiques de l'emploi puisqu'ils gagnent + 370 emplois sur le trimestre (+ 0,5 % après + 0,1 % au trimestre précédent) et plus d'un millier d'emplois sur l'année. Sur un an, les services aux entreprises sont le sous-secteur qui présente la plus forte progression de l'emploi.

A l'opposé, les services d'activités immobilières, qui sont, par nature, liés à l'activité du secteur de la construction, présentent ce trimestre une perte d'emploi de - 1,4 % et de - 2,4 % en un an.

La hausse importante de la clientèle d'affaires permet à la fréquentation hôtelière de progresser

D'octobre à décembre 2013, 760 000 touristes ont séjourné dans les hôtels de la région pour un total de 1,27 million de nuitées. La fréquentation hôtelière du Languedoc-Roussillon est en hausse de + 3,2 % en termes de nuitées. Au niveau national, la fréquentation du quatrième trimestre est en léger recul de - 0,3 %.

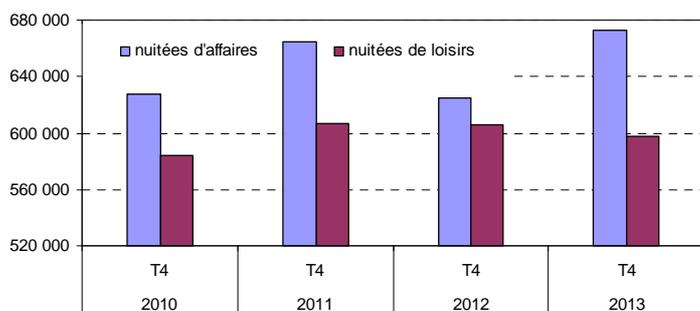
Dans la région, la hausse se réalise grâce à l'afflux conjoint de la clientèle française et étrangère avec respectivement + 2,4 % et + 7,3 % de nuitées.

La clientèle présente en région pour motif de loisirs poursuit un mouvement de baisse avec -1,4 % nuitées par rapport au quatrième trimestre 2012. Le nombre de nuitées imputable à la clientèle d'affaires est en hausse de + 7,6 %. Cette augmentation est à rapprocher du bon niveau d'activité dans les services aux entreprises.

Au total sur l'année, le nombre de nuitées d'affaires est en hausse de + 2,6 % alors que les nuitées de loisirs sont en baisse de -1,4 % par rapport à 2012.

Dans le secteur hébergement-restauration, l'emploi progresse de + 0,2 %, soit + 70 emplois. Les gains d'emploi sont entièrement dus à l'intérim car le nombre d'emplois directs est stable. Cet emploi intérimaire est mesuré en fin de trimestre, c'est à dire au moment des fêtes de fin d'année. En 2013, le surcroît d'activité dans les hôtels-restaurants a été plus marqué que les années précédentes.

Évolution de la fréquentation des clientèles d'affaires et de loisirs dans les hôtels du Languedoc-Roussillon au cours du 4ème trimestre



Sources : INSEE, Direction du Tourisme, Partenaires régionaux

Industrie

Petit regain d'activité dans l'industrie

D'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France, les entrepreneurs de l'industrie font état d'un bon niveau d'activité. Cette activité a été soutenue par le niveau de la demande, tant du fait d'exportations dynamiques que grâce à un marché intérieur qui reprend de la vigueur. Encore une fois, l'activité n'est pas la même selon les sous-secteurs concernés. De plus, elle présente un profil en dents de scie qui incite les entrepreneurs à la prudence.

L'emploi progresse légèrement dans les activités industrielles

La progression de l'emploi salarié dans l'industrie est de + 0,1 % ce trimestre, soit un gain d'une cinquantaine d'emplois. Cette progression est entièrement liée à la hausse de l'emploi intérimaire dans le secteur (+ 80 emplois), alors qu'à contrario les emplois directs sont en très légère diminution. Au total, l'emploi industriel a perdu un millier de salariés en 2013.

Au cours du trimestre, le sous-secteur qui a gagné le plus d'emploi est la fabrication de matériels de transport. L'emploi y progresse de 50 unités, ce qui permet de limiter la perte annuelle à - 110 emplois. Ce sous-secteur, le plus petit en terme d'effectif salarié de la région avec environ 1 500 emplois, a en effet été fortement impacté par les difficultés de l'année 2013. Il a perdu en un an presque un emploi sur 15.

Dans les industries agro-alimentaires l'emploi progresse de + 40 salariés sur le trimestre. Il s'agit du secteur industriel qui a le mieux résisté au cours de l'année, avec une perte de - 0,8 % de l'emploi en un an. Cette meilleure résistance peut être rapprochée du dynamisme des exportations des produits agroalimentaires au cours de l'année, même si le quatrième trimestre marque une pause dans la croissance de ces exportations.

Démographie des entreprises

L'auto-entrepreneuriat moins plébiscité

Au quatrième trimestre 2013, le Languedoc-Roussillon enregistre 7 000 nouvelles entreprises, dont 1 900 sociétés et 5 100 entreprises individuelles. Par rapport à la même période un an plus tôt, les créations d'entreprises sont en recul de - 1,8 %, alors qu'au niveau national, elles augmentent de + 1,5 %.

Dans la région, cette baisse s'explique essentiellement par le moindre succès de l'auto-entrepreneuriat. Le statut d'auto-entrepreneur semble désormais moins privilégié par les créateurs de Languedoc-Roussillon. Les demandes d'immatriculations reculent de - 11,5 % par rapport au quatrième trimestre 2013, une baisse plus marquée qu'au niveau national (- 6,5 %).

Cette tendance à la baisse observée depuis fin 2012 pourrait être liée en partie à la hausse des charges sociales des auto-entrepreneurs, alignées depuis le 1er janvier 2013 sur celles des professions libérales, ainsi que du projet de réforme prévoyant la baisse du plafond de chiffre d'affaires qui donne droit à exonération des cotisations sociales.

A l'inverse, les créations d'entreprises classiques ont retrouvé un fort dynamisme. Ainsi, les créations d'entreprises individuelles hors auto-entrepreneur progressent de + 26 % ce trimestre par rapport à la même période un an plus tôt. De leur côté, le nombre de sociétés créées est également en hausse de + 5,2 %.

Créations trimestrielles d'entreprises en Languedoc-Roussillon

Données brutes	Nombre de créations	Glissement (%) annuel du cumul *	
		sur 3 mois (T/T-4)	sur 12 mois
Forme sociétaire	1 905	+ 5,2	-0,8
Entreprises individuelles	5 112	-4,2	-3,3
Dont hors auto entrepreneur	1 312	+ 25,9	+ 15,1
Dont auto entrepreneur	3 800	-11,5	-8,7
Ensemble	7 017	-1,8	-2,7

*Créations d'entreprises durant les 3 ou 12 derniers mois comparées aux mêmes mois un an auparavant

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements - Champ : Activités marchandes hors agriculture

Les secteurs qui contribuent le plus à la baisse du nombre de créations sont les secteurs de la construction (- 10,2 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2012), du commerce (- 6,9 %), ou encore des autres services aux ménages (- 8,0 %). Ceci s'explique essentiellement par le fort recul des créations sous le régime de l'auto-entrepreneur pour l'ensemble de ces secteurs d'activités. En revanche, le nombre de créations progresse dans les secteurs des activités immobilières (+ 28,6 % avec 234 entreprises créées au 4^{ème} trimestre 2013), de l'hébergement-restauration (+ 13,4 %) et dans les activités de soutien aux entreprises (+ 3,8 %).

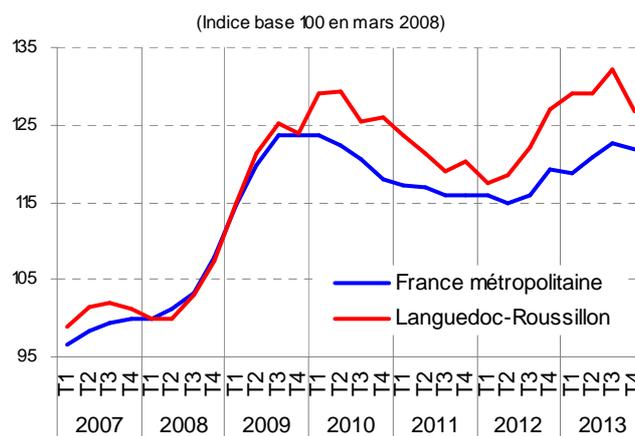
Les défaillances d'entreprises fléchissent en fin d'année

Pour la fin d'année 2013, les défaillances d'entreprises en Languedoc-Roussillon inversent la tendance à la hausse entamée depuis début 2012. Au quatrième trimestre 2013, 850 entreprises ont ainsi fait l'objet d'une ouverture de procédures judiciaires dans la région, soit une baisse de - 14,7 % par rapport à la même période un an plus tôt. Sur la même période, la baisse nationale se limite à - 2,5 %.

Cependant, le volume de défaillances prononcées depuis un an rejoint son niveau record atteint en 2012. Ainsi, près de 3 380 procédures de défaillances d'entreprises ont été enregistrées par les tribunaux en 2013, soit un chiffre supérieur à celui atteint au plus fort de la crise en 2009.

Les secteurs qui contribuent le plus à la baisse des défaillances d'entreprises sont la construction (- 22,1 %), le commerce (- 14,4 %) et l'hébergement-restauration (- 19,9 %). Si le nombre de défaillances recule dans ces secteurs, ces derniers concentrent toutefois encore les deux tiers des défaillances de la région.

Évolution des défaillances d'entreprises



Note : Données mensuelles brutes, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Sources : Fiben, Banque de France

Contributeurs du diagnostic conjoncturel

- INSEE Languedoc-Roussillon- La conjoncture régionale
- Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- Cellule économique du BTP en Languedoc-Roussillon
- Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
- Direction Interrégionale des Douanes de Montpellier
- Banque de France - Direction régionale

Pour en savoir plus sur <http://www.insee.fr>

Le point de conjoncture national, *Insee conjoncture*, mars 2014

<http://www.insee.fr/fr/regions/languedoc/>

Indicateurs de conjoncture , *Indicateurs clés* et *Indicateurs complémentaires*

L'année économique et sociale 2012 en Languedoc-Roussillon

Pour comprendre ces résultats

Les données brutes et corrigées des variations saisonnières (CVS)

La série brute est la série observée ; son évolution peut en général se décomposer en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et des composantes irrégulières. La correction des variations saisonnières est une technique statistique pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, pour en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composantes irrégulières). Les données CVS sont utilisées pour comparer les trimestres entre eux. Les données brutes sont utilisées pour comparer une période par rapport à la même période de l'année précédente. Pour des données brutes trimestrielles, le trimestre est comparé au même trimestre de l'année précédente ; pour des données trimestrielles cumulées sur quatre trimestres, le cumul sur les quatre derniers trimestres est comparé au cumul sur les quatre trimestres précédents.

Les estimations trimestrielles régionales de l'emploi salarié marchand

Source : **Insee**

Les évolutions trimestrielles des effectifs salariés sont fondées sur les évolutions de l'emploi de la source URSSAF. Tous les établissements versant des cotisations sociales, y compris ceux qui se créent au cours du trimestre, sont pris en compte. Pour les années 2010 et antérieures, les estimations trimestrielles d'emploi sont calées sur les estimations annuelles issues de la source ESTEL (Estimations d'emploi localisé) et élaborées à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS). Le niveau d'emploi au 31 décembre est ainsi égal à celui des estimations annuelles. Les estimations calculées par ESTEL sont corrigées de la multi activité et correspondent à un concept d'emploi au sens du Bureau International du Travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée dans le niveau d'emploi. Les taux d'évolution trimestriels issus d'Épure (données Urssaf exploitées par l'Insee) sont appliqués au point annuel 2010. En ce qui concerne l'emploi intérimaire, l'indicateur utilisé est une moyenne sur les cinq derniers jours ouvrés du trimestre, du nombre de missions d'intérim en cours chaque jour. Cet indicateur est élaboré par la Dares à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle Emploi. Les séries sont corrigées des variations saisonnières et calées sur le niveau national.

Le chômage

Source : **Insee**

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Le taux de chômage :

C'est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi

Sources : **Pôle Emploi - DIRECCTE Languedoc-Roussillon - Dares**

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).
- Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.
- Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Créations d'entreprises

Source : **Insee - Sirene**

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Les créations d'entreprises correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire Sirene, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise, s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur en termes d'activité et de localisation.

Défaillances d'entreprises :

Source : **Fiben - Banque de France**

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de jugement de redressement judiciaire (qui ne se traduit pas toujours par une liquidation). Cette procédure intervient lorsque l'entreprise est en situation de cessation de paiements. Les séries publiées dans cet article sont des séries en date de jugement, date à laquelle la procédure de redressement judiciaire a été effectivement ouverte dans le tribunal de commerce ou le tribunal de grande instance.

Dépôts et crédits bancaires :

Source : **Banque de France**

La centralisation financière des dépôts et crédits recense, sur une base conventionnelle, les opérations traitées par environ 300 banques adhérentes à la Fédération bancaire française, pour le compte de leur clientèle non financière (résidente et non résidente). Ne participent à cette centralisation ni les sociétés financières ni les institutions financières spécialisées. La centralisation est élaborée en fonction de l'implantation géographique des guichets ayant traité les opérations et est agrégée par département de la France métropolitaine. Les variations des données peuvent refléter les modifications affectant les réseaux bancaires.

Les logements :

Sources : **Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (MEEDDM - DREAL).**

Les résultats publiés sont issus de la base de données [Sit@del2](#). Celle-ci rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les directions départementales du ministère et par les communes instructrices. Les résultats sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données [Sit@del2](#).

Les chiffres publiés portent sur le nombre de logements ordinaires (hors logements en résidence), au sein desquels, les logements individuels (maisons) sont distingués des logements collectifs (appartements). Les logements en résidences (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres). Les foyers et les hôtels qui ne comportent que des chambres et des services communs ne sont pas classés dans les logements mais dans les locaux d'hébergement.

Fréquentation hôtelière

Hôtellerie

Sources : **Insee - Ministère délégué au Tourisme**

L'enquête mensuelle effectuée auprès des hôtels du Languedoc-Roussillon est une enquête nationale résultant d'une convention passée entre le Ministère en charge du Tourisme et l'Insee. Au niveau régional, elle est réalisée en partenariat avec la Direction du tourisme du Conseil régional et les Comités départementaux du tourisme.

La collecte est réalisée tous les mois auprès d'un échantillon d'hôtels classés de 1 à 5 étoiles, en fonction de leur confort, de leur équipement et de leurs services.

Hôtellerie de plein air - les campings

Sources : **Insee - Ministère délégué au tourisme**

L'enquête mensuelle effectuée auprès des gestionnaires de campings du Languedoc-Roussillon est une enquête nationale résultant d'une convention entre le Ministère en charge du Tourisme et l'Insee. Au niveau régional, elle est réalisée en partenariat avec la Direction du tourisme du Conseil régional et les Comités départementaux du tourisme.

Seuls les terrains de camping déclarés à la préfecture et ayant reçu une autorisation préalable d'ouverture entrent dans le champ de l'enquête. Sont donc exclus : les aires naturelles de camping, le camping "sauvage", le camping "à la ferme" et les terrains limités à six emplacements ne nécessitant pas d'autorisation d'ouverture.